

PREFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire

2004-A-31-IC

**ARRETE PREFECTORAL
AUTORISANT L'EXPLOITATION D'UNE UNITE
DE VALORISATION ENERGETIQUE ET AGRONOMIQUE
DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES
SUR LA COMMUNE DE LA VEUVE**

**Le préfet de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
chevalier de la légion d'honneur,**

VU :

- le code de l'environnement,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975,
- le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 6 mai 1996 relatif à l'assainissement individuel,
- l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- l'arrêté du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif au bilan de fonctionnement des installations classées,
- l'arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère,

- l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- le contrat de délégation de service public conclu le 26 décembre 2001 entre le Syndicat Départemental pour le Traitement des Déchets (SYVALOM) et la société C.G.E.A., déléguant le service public de traitement des déchets ménagers et assimilés,
- le plan régional pour la qualité de l'air en Champagne Ardenne approuvé par arrêté préfectoral du 27 mai 2002,
- le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de la Marne dont la révision a été approuvée par arrêté préfectoral du 18 décembre 2003,
- la demande par laquelle la société AUREADE, dont le siège social se situe rue de la Libération – 51360 VAL DE VESLE, a sollicité l'autorisation d'exploiter, sur le territoire de la commune de LA VEUVE - ZAC 2 (parcelles ZE 95, 96, 103, 106, 107, 110, 112, 113, 116, 117, 199, 282, 284), une plate-forme de traitement de déchets ménagers et assimilés : incinération avec récupération d'énergie, compostage de déchets organiques, maturation de mâchefers, stockage temporaire de déchets en balles,
- l'analyse critique des éléments du dossier portant sur les impacts du projet sur la santé, réalisée par VINCENT NEDELEC Conseils en septembre 2002,
- l'avis formulé le 15 avril 2003 par le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
- l'avis formulé le 15 avril 2003 par le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- l'avis formulé le 6 mai 2003 par le directeur régional des affaires culturelles,
- l'avis formulé le 12 mai 2003 par le directeur départemental de l'équipement,
- l'avis formulé le 11 juin 2003 par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, complété le 18 décembre 2003,
- l'avis formulé le 22 août 2003 par le directeur des services vétérinaires,
- l'avis formulé le 6 juin 2003 par le Conseil municipal de La Veuve,
- l'avis formulé le 10 juin 2003 par le Conseil municipal des Grandes Loges,
- l'avis formulé le 11 juin 2003 par le Conseil municipal de Juvigny,
- les résultats de l'enquête publique qui s'est tenu du 28 avril au 30 mai 2003,
- l'avis favorable formulé le 1^{er} juillet 2003 par le commissaire enquêteur,
- les compléments apportés par le pétitionnaire le 20 octobre 2003,
- l'arrêté préfectoral n° 2003 CLIS 177 IC du 3 novembre 2003 portant création d'une commission locale d'information et de surveillance de l'unité de valorisation agronomique et énergétique des déchets ménagers et assimilés dont l'autorisation d'exploiter est sollicitée par la société AUREADE à La Veuve
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du mercredi 24 septembre 2003,

- l'avis favorable émis par le Conseil départemental d'hygiène le jeudi 15 janvier 2004,

CONSIDÉRANT :

- que le pétitionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter dans de bonnes conditions de sécurité et de protection de l'environnement une unité de traitement de déchets ménagers et assimilés,
- que le projet présenté par la société AUREADE est compatible avec les documents d'urbanisme de la zone d'aménagement concernée II de la commune de LA VEUVE,
- que des mesures sont prévues par la pétitionnaire pour éviter les nuisances olfactives et sonores,
- que des mesures sont prévues pour l'évacuation des eaux pluviales sans qu'il en résulte de nuisances pour l'environnement et l'intégrité des réseaux publics,
- que l'évaluation des risques sanitaires démontre que les activités de l'établissement ne sont pas susceptibles d'occasionner des effets néfastes pour la population et l'environnement,
- que l'analyse critique des éléments du dossier portant sur les impacts sanitaires conclut que les rejets atmosphériques de l'unité de valorisation énergétique des déchets ne sont pas susceptibles d'entraîner directement ou indirectement des effets toxiques chroniques systémiques dans la population riveraine,
- que l'incinération des déchets permettra de produire de l'énergie,
- que les conditions de fonctionnement de cette installation doivent faire l'objet d'une surveillance approfondie,
- qu'il convient d'informer régulièrement la population locale des conditions de fonctionnement de cette installation et qu'à ce titre une commission locale d'information et de surveillance doit être créée,
- que l'exploitant s'engage à respecter l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- que les dangers ou inconvénients que présentent les installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

arrête :

1 dispositions générales

1.3 - Champ d'application

La société AUREADE, dont le siège social se situe rue de la Libération – 51360 VAL DE VESLE, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LA VEUVE - ZAC 2 (parcelles ZE 95, 96, 103, 106, 107, 110, 112, 113, 116, 117, 199, 282, 284), une unité de traitement de déchets ménagers et assimilés : incinération avec récupération d'énergie, compostage de déchets organiques, maturation de mâchefers, stockage temporaire de déchets en balles.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

1.4 - Autorisation d'exploiter

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

DESIGNATION DES ACTIVITES	RUBRIQUE/ Coef. redevance	REGIME	Quantité
Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasse de véhicules hors d'usage, etc..., la surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	286	A	50 m ²
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement) B-1 broyage de déchets organiques	322-B-1	A	35 000 t/an
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement) B-3 compostage de déchets organiques	322-B-3	A	35 000 t/an
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement) B-4 incinération avec récupération d'énergie, constitué d'un four présentant une capacité d'incinération de 12,5 tonnes par heure de déchets et 1,25 tonnes par heure de boues de stations d'épuration urbaines Maturation des mâchefers	322-B-4	A	- 100 000 t/an de déchets ménagers et assimilés - 2 500 t/an de boues de station d'épuration (MS) - 15 000 t de mâchefers sur plateforme de maturation
Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques, la capacité de production étant supérieure ou égale à 10 t/j	2170-1	A	40 t/j
Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol – substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t = hydrazine	1131-2c	D	1 t
Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t	1412-2b	D	25 t
Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) – installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1414-3	D	

Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables – installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h	1434-1b	D	1,8 m ³ /h
Dépôt de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole, le dépôt étant supérieur à 200 m ³	2171	D	30 000 m ³
Broyage, concassage, criblage des substances végétales et de tous produits organiques naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	2260-2	D	200 kW
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 10 ⁵ Pa, utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	2920-2	D	200 kW
Liquides inflammables (stockage en réservoir manufacturé), la capacité équivalente totale étant inférieure à 10 m ³ Réservoir enterré de 40 m ³ de FOD	1432	NC	1,6 m ³
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de), la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 50 t = charbon actif	1520	NC	5,5 t
Acide chlorhydrique à plus de 20 %, mais moins de 70 % (emploi ou stockage), la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 50 t	1611	NC	5 t
Soude caustique (emploi ou stockage de lessives de), le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium, la quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 100 t	1630	NC	5 t

A: autorisation D: déclaration NC: non classable

Elle vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

L'installation est réalisée, équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement ne puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

1.5 - Conformité aux plans et aux données techniques

Les installations et leurs annexes doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant prend des dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans l'environnement.

Un plan détaillé reprenant les adaptations réalisées lors des études de détail ou de la mise en service doit être tenu à jour.

Les installations de traitement des effluents liquides et gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

1.6 - Implantation

L'établissement est situé à plus de 200 m des habitations occupées par des tiers, des terrains de camping, des établissements recevant du public et des zones réservées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

1.7 - Horaires de fonctionnement

L'établissement est susceptible de fonctionner 24 heures sur 24.

1.8 - Modifications

Toute modification envisagée à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (art. 20 du décret du 21 septembre 1977).

1.9 - Dossier installation classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- la demande d'autorisation initiale;
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;
- le présent arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires éventuels ;
- les résultats des mesures sur les effluents liquides et gazeux, le bruit et les rapports de visites et les justificatifs d'élimination des déchets et sous-produits (mâchefers notamment). Ces documents doivent être conservés pendant 5 ans ;
- les documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.10 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977).

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures conservatoires retenues et celles prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.11 - Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (art. 34 du décret du 21 septembre 1977).

1.12 - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

1.13 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

1.14 - Perte de l'autorisation

L'autorisation ou la déclaration d'une installation classée cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure (art. 24 et 32 du décret n° 77-1133).

1.15 - Taxe

L'établissement est assujéti à la taxe générale sur les activités polluantes assise sur la délivrance de l'autorisation visée par le présent arrêté.

1.16 - Conception des installations

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de technique de valorisation, de la collecte sélective des déchets produits sur site, de moyens de traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de réduction des quantités rejetées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux et des sols.

L'installation d'incinération doit être conçue afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation.

La chaleur produite par l'installation d'incinération est valorisée lorsque cela est faisable, notamment par la production d'électricité.

Le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée est défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement. Est considérée valorisée l'énergie produite par l'installation sous forme électrique et effectivement consommée, y compris par autoconsommation, ou cédée à un tiers.

Les résidus produits seront aussi minimales et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés.

L'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

1.17 - Cessation d'activité

Conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant adresse au préfet, au moins un mois avant la date à laquelle il estime l'exploitation terminée, un dossier comprenant :

- un plan à jour du site,
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement,
- une description des mesures prises ou prévues pour l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site,
- une étude sur l'usage ultérieur qui peut être fait du site, notamment en termes d'utilisation du sol et du sous-sol,
- une description du démantèlement des installations ou de leur nouvelle utilisation,
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site.

1.18 - Commission locale d'information et de surveillance

Il est créé une commission locale d'information et de surveillance (CLIS) de l'installation visée par le présent arrêté, exploitée par la société AUREADE à LA VEUVE.

La présidence de cette commission est exercée par Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne ou son représentant.

Le fonctionnement de cette commission est régi conformément au règlement intérieur qui sera défini par arrêté préfectoral ultérieur.

1.19 - Prescription de fouilles archéologiques

En vertu de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et des textes pris en application, la réalisation des travaux liés à cette installation est subordonnée à l'accomplissement préalable de toute prescription archéologique. Le cas échéant, la durée de validité de l'article 1.12 peut être prorogée à concurrence du délai d'exécution des dites prescriptions de fouilles.

2 Conditions d'exploitation

2.1 – Conditions d'exploitation générales

2.1.1 Caractéristiques essentielles de l'installation – définition

L'établissement, dénommé : unité de valorisation énergétique et agronomique des déchets ménagers et assimilés du département de la Marne, objet du présent arrêté, comporte les installations suivantes :

- une unité de valorisation agronomique (UVA) d'une capacité de 35 000 tonnes par an. Les gisements traités sur l'installation sont la fraction fermentescible des ordures ménagères collectées sélectivement (FFOM) et des déchets verts,
- une unité de formulation des amendements qui permet, par l'ajout de composés minéraux, la production d'amendements organiques, à partir du compost produit par l'UVA,
- une unité de valorisation énergétique (UVE) d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés et de 2 500 tonnes de matières sèches de boues de stations d'épuration. Les gisements de déchets ménagers traités sur l'UVE sont : des ordures ménagères, encombrants, refus de valorisation matière et agronomique. Des déchets industriels banals (DIB) pourront également être traités en fonction de la capacité résiduelle disponible. Le tonnage de DIB susceptible d'être accueilli sur l'UVE est compris entre 0 et 35 000 tonnes par an. Le four unique présente une capacité d'incinération de 12,5 tonnes par heure de déchets ménagers et assimilés (PCI 9 630 KJ/kg) et de 1,25 tonnes par heure de boues de station d'épuration (PCI de 1 050 KJ/Kg humide), sur la base d'une disponibilité de fonctionnement de 8 000 heures par an. La puissance thermique nominale de l'installation est de 35 MW.

- une unité de mise en balles avec stockage temporaire des déchets réceptionnés sur l'UVE lors des arrêts techniques de l'installation. La capacité de stockage des balles est de 5 500 tonnes, représentant 20 jours de réception de déchets ménagers et assimilés,
- une plate-forme de préparation, criblage, stockage-maturation des mâchefers produits par l'UVE. Cette plate-forme présente une capacité de 7 mois de production de mâchefers, soit 15 000 tonnes.

L'établissement est situé dans la ZAC de la VEUVE, parcelles n° parcelles ZE 95, 96, 103, 106, 107, 110, 112, 113, 116, 117, 199, 282, 284, pour une superficie de 82 300 m² environ.

La disposition des différentes installations figure sur le plan n° 1 joint au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, la définition suivante est retenue :

- installation d'incinération : tout équipement ou unité technique fixe ou mobile destiné spécifiquement au traitement thermique de déchets, avec ou sans récupération de la chaleur produite par la combustion. Le traitement thermique consiste en une incinération par oxydation.

La précédente définition couvre le site et l'ensemble de l'installation constitué par la ligne d'incinération, les installations de réception, d'entreposage et de traitement préalable sur le site même des déchets, ses systèmes d'alimentation en déchets, en combustible et en air, la chaudière de récupération d'énergie, les installations de traitement des fumées, les installations de traitement ou d'entreposage des résidus et des eaux usées, la cheminée, les appareils et les systèmes de commande des opérations d'incinération, d'enregistrement et de surveillance des conditions d'incinération.

2.1.2 Nature et origine des déchets admis

L'établissement est autorisé à accepter les déchets non dangereux visés par le décret du 18 avril 2002 susvisé, notamment les déchets ménagers et assimilés, les déchets industriels banals, les boues de station d'épuration non dangereuses.

L'établissement n'est pas autorisé à accepter les déchets d'activité de soins à risques infectieux.

Conformément au plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Marne, les déchets traités proviennent :

- ✓ prioritairement, de l'ensemble des communes qui confient le traitement de leurs déchets au Syndicat de valorisation des ordures ménagères de la Marne (SYVALOM), auquel adhèrent les communes de Haute Marne du SMIR de Bocage et Champagne,
- ✓ des autres communes de la Marne et notamment de la Communauté d'agglomération de Reims, par exemple en cas d'indisponibilité de l'unité d'incinération REMIVAL,
- ✓ des boues de stations d'épuration urbaines,
- ✓ des déchets industriels banals produits dans le département de la Marne.

2.1.3 Livraison et réception des déchets

L'exploitant des installations prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans les installations. Tous les déchets sont pesés à l'arrivée sur le site et le registre de réception qui comporte les renseignements suivants est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :

- ✓ date et heure d'arrivée,
- ✓ numéro d'immatriculation du véhicule et identité du transporteur,
- ✓ nature et origine des déchets,

- ✓ tonnage,
- ✓ destination des déchets (UVE, UVA, ...).

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis, conformément à l'article 2.1.4 ci-dessous.

Les déchets destinés à être incinérés doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine sur une aire étanche ou dans une fosse étanche.

L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des déchets doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Si les déchets sont susceptibles de ne pouvoir être traités vingt-quatre heures au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

2.1.4 Contrôle de radioactivité

Toute arrivée de déchets sur le site fait l'objet d'un contrôle de radioactivité à l'aide d'un matériel fixe (type portique ou borne). Un matériel portable de type radiamètre permet des mesures ponctuelles.

Le réglage du seuil d'alarme est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation et consigné sur un registre.

Toute alarme induite par le matériel fixe fait l'objet d'une consignation écrite de la valeur enregistrée, de la date, de l'heure d'arrivée, de l'immatriculation du véhicule, des coordonnées du chauffeur et du producteur des déchets.

Le véhicule doit obligatoirement être immobilisé sur site, sur l'aire mentionnée ci-après et son contenu bâché, afin de le protéger de la pluie et du vent susceptibles de propager une contamination éventuelle.

Une aire d'isolement de tout véhicule ayant déclenché l'alarme du matériel fixe est pré-définie. Elle est explicitement matérialisée au sol. Un périmètre de sécurité sera établi autour du véhicule avec une limite supérieure de dose de 1 $\mu\text{Sv/h}$.

Toute opération de caractérisation du produit, plus généralement toute opération nécessitant la manipulation des déchets doit s'effectuer sur une aire étanche amovible (bâche), à l'abri des intempéries et des envols de poussières, avec les précautions appropriées.

L'ensemble des procédures attachées au déclenchement de l'alarme du matériel fixe, indiquant la conduite à tenir, les actions à mener et les interlocuteurs à avertir doit être établi avant la mise en fonctionnement du matériel de détection fixe et soumis à l'appréciation de l'inspection des installations classées.

2.1.5 Propreté du site

L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur les voies publiques d'accès au site.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

2.1.6 Contrôle d'accès au site

L'établissement est entouré d'une clôture résistante et efficace d'une hauteur de 2 mètres au moins.

Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception.

Les issues des installations de traitement des déchets doivent être surveillées par tous les moyens adaptés.

2.2 – *Conditions d'exploitation de l'unité d'incinération*

2.2.1 Conditions de combustion

a) Qualité des résidus

L'installation d'incinération est exploitée de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.

b) Conditions de combustion

L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne du four ou à un autre point représentatif de la chambre de combustion. Le temps de séjour doit être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.

c) Brûleurs d'appoint

La ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint alimenté au gaz propane ou au fuel domestique, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, après la dernière injection d'air de combustion. Ce(s) brûleur(s) sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850 °C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

d) Conditions de l'alimentation en déchets

L'installation d'incinération possède et utilise un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets :

- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850° C ait été atteinte,
- chaque fois que la température de 850° C n'est pas maintenue,
- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 4.5 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

2.2.2 Indisponibilités

Sans préjudice des dispositions de l'article 2.2.1 ci-dessus, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents

aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 4.5 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.

2.3 – Surveillance des rejets

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000 susvisé.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

2.4 – Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins la recherche des dioxines et des métaux dans les sols, les végétaux, la surveillance des retombées de poussières (et la quantification des teneurs en métaux et dioxines dans ces poussières) par la mise en œuvre de collecteurs de précipitations, et l'analyse des dioxines dans les productions laitières. Ce dispositif sera associé à une station météo complète (vitesse et direction du vent, température ...).

Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :

- avant la mise en service de l'installation: point zéro complet sur tous les compartiments de l'environnement (sols, végétaux, collecteurs de précipitations, productions laitières),
- dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation,
- après la période initiale, selon une fréquence annuelle.

Pour le suivi après mise en service de l'installation, la surveillance concernera les retombées de poussières et, notamment en cas d'impact environnemental avéré, elle pourra être étendue à la demande de l'autorité préfectorale à d'autres compartiments de l'environnement (sols, végétaux, productions laitières)

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont soumises à l'appréciation de l'inspection des installations classées, et devront être présentées lors d'une réunion de la Commission locale d'information, de Suivi et de Surveillance (CLIS) préalable au démarrage des installations. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de

l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Une actualisation de l'étude des risques sanitaires de l'étude d'impact sera réalisée à la demande de l'autorité préfectorale, en fonction des résultats de ce bilan, en particulier s'il révèle un impact supérieur aux résultats des modélisations.

2.5 – Conservation des résultats de surveillance ou de mesures des rejets dans l'environnement et des impacts sur l'environnement – information de l'inspection des installations classées

Les résultats de surveillance ou de mesures des rejets dans l'environnement sont conservés pendant cinq ans. Les informations relatives aux déchets issus de l'installation et à leur élimination sont en revanche conservées pendant toute la durée de l'exploitation.

Les résultats des analyses demandées aux articles 2.2.1, 2.4, 3.13, 3.8, 4.5, 5 sont communiqués à l'inspecteur des installations classées :

- selon une fréquence mensuelle en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu demandées à l'article 4.5 et les mesures demandées à l'article 3.8, accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées,
- selon une fréquence égale à celle des mesures en ce qui concerne les autres contrôles prévus,
- dans les meilleurs délais :
 - lorsque les mesures en continu montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 2.2.2,
 - en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 4.5,
 - en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 3.8,
 - pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas échéant, en application de l'article 5.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

2.6 – Rapport annuel d'activités du site

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux articles 1.8 et 2.5 du présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'activité et la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.

2.7 – Bilan de fonctionnement

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 juillet 2000 susvisé, l'exploitant élabore tous les dix ans un bilan de fonctionnement, qu'il adresse au préfet, portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté d'autorisation.

2.8 – Information du public

Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 susvisé, l'exploitant adresse chaque année

au Préfet du département et au Maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité ainsi que les résultats des mesures prévues à l'article 2.4 ci-dessus.

L'exploitant adresse également ce dossier au Président de la commission locale d'information et de surveillance de son installation, qui en assure la diffusion auprès des membres de la commission.

3 Prévention de la pollution de l'eau

3.1 - Prélèvements d'eau

Les prélèvements d'eau s'effectuent à partir d'une arrivée d'eau potable du réseau de la ZAC. L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

L'ouvrage de raccordement, sur un réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

3.2 - Consommation d'eau (hors réseau d'incendie)

Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

La consommation journalière est de l'ordre de 160 m³.

La consommation annuelle est de l'ordre de 57 000 m³.

Les principaux postes de consommation d'eau sont :

- sanitaires (environ 750 m³/an),
- eaux de chaudière (environ 6 000 m³/an),
- traitement des fumées (environ 26 000 m³/an),
- refroidissement des mâchefers (4 500 m³/an),
- lavage des sols (1 500 m³/an),
- plate-forme mâchefers (2 000 m³/an),
- unité de valorisation agronomique (13 500 m³/an).

Les eaux pluviales de toiture de l'unité de valorisation agronomique pourront être récupérées et recyclées dans l'établissement.

3.3 - Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur des bâtiments sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est

interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

3.4 - Réseau de collecte

Le schéma de gestion des eaux figure en annexe 2 au présent arrêté.

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux sanitaires, les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux de procédés :

- les eaux issues de l'unité de valorisation énergétique,
- les eaux issues de l'unité de valorisation agronomique,
- les eaux issues de la plate forme de maturation et de stockage des mâchefers.

Les points de rejet doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

3.5 - Traitement des eaux usées sanitaires

Les effluents sanitaires et les eaux de nettoyage similaires sont traités conformément aux règles applicables à l'assainissement individuel en référence à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 susvisé.

Leur volume annuel est estimé à 750 m³.

3.6 - Traitement des eaux pluviales

Le traitement des eaux pluviales, selon leur origine, s'établit comme suit :

Origine	Destination *	Estimation des rejets extérieurs annuels
Eaux pluviales voiries (y compris zone dépotage fioul)	Bassin tampon (volume 690 m ³) étanche après passage par un déboureur-déshuileur puis rejet vers le milieu naturel via un fossé périphérique qui est créé dans le cadre de l'aménagement de la ZAC (débit de fuite : 5 l/s/hectare, soit 14 l/s).	8 500 m ³ /an
Eaux pluviales toitures de la couronne	Bassin d'orage (volume 1 290 m ³) étanche avec : <ul style="list-style-type: none">- recyclage pour process compostage + maturation mâchefers + traitement fumées (volume utilisé : 350 m³)- rejet excédent vers milieu naturel via un fossé périphérique qui est créé dans le cadre de l'aménagement de la ZAC (débit de fuite : 5 l/s/hectare, soit 27 l/s).	2 000 à 20 500 m ³ /an
Eaux pluviales toitures UVE	Bassin du réseau incendie (volume 250 m ³) étanche pour réserve d'eau d'extinction incendie et évacuation par surverse dans le bassin tampon de 690 m ³ de collecte des eaux de voiries.	2 250 m ³ /an

* voir plan n° 2 joint au présent arrêté.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont dimensionnés en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis. Ils sont entretenus et vidangés tous les ans.

Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- ✎ de matières flottantes,
- ✎ de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- ✎ de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes pour l'environnement.

Les rejets d'eaux pluviales doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :

pH compris entre 5,5 et 8,5
température inférieure à 30°C
matières en suspension totales (NFT 90105) 30 mg/l
DCO (sur effluent brut)..... (NFT 90101) 50 mg/l
hydrocarbures totaux :..... (NFT 90114) 0,05 mg/l

Le rejet de substances mentionnées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 sont interdites dans les eaux souterraines.

3.7 – Traitement des eaux de procédé

En aucun cas les eaux ayant été mises en contact avec les déchets, au niveau de l'unité d'incinération, de l'unité de valorisation agronomique, de la plate forme de stockage et de maturation des mâchefers, de l'aire de stockage des déchets en balles ne pourront être rejetées au milieu naturel.

Le traitement des eaux de procédé s'établit comme suit :

Origine	Destination	Estimation des rejets extérieurs annuels
Eaux de process UVE (hors purges exceptionnelles) Egouttures plate-forme de mâchefers Eaux de lavage des sols	Fosse étanche de décantation et de recyclage des eaux sur l'installation – volume : 80 m ³	0 m ³ /an (100 % recyclés)
Purges chaudière, circuit eau vapeur : - continues, - exceptionnelles	Bassin de recyclage Bassin de recyclage ou bassin d'orage eaux pluviales	0 m ³ /an 970 m ³ /an

3.8 - Mesure périodique de la pollution rejetée

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté.

L'exploitant doit réaliser une mesure annuelle des paramètres suivants:

- PH, température
- demande chimique en oxygène (DCO)
- carbone organique total (COT)

- matières en suspension totales (MES)
- hydrocarbures totaux
- métaux lourds: mercure, cadmium, thallium, plomb, chrome, cuivre, nickel, zinc
- arsenic

3.9 - Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident ou d'incendie (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues aux points 3.5 et 3.6 ci-dessus, soit comme déchets dans les conditions prévues à l'article 5 ci-après.

L'étanchéité de la fosse de collecte des eaux de process de 80 m³, réalisée en béton armé, sera vérifiée à intervalles périodiques n'excédant pas 1 an.

3.10 - Rétention

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément à l'article 5.

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de liquides inflammables.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et doit résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à une même cuvette de rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que les autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

3.11 - Confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.

Ce confinement est réalisé par les bassins de rétention des eaux pluviales de 690 et 1 290 m³. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus

en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

3.12 - Conséquence des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- a) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- b) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- c) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- d) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- e) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- f) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

3.13 – Surveillance des eaux souterraines aux abords de l'établissement

Trois ouvrages, dont 2 sont implantés à l'aval de l'établissement, seront positionnés conformément aux conclusions d'une étude hydrogéologique et permettront la réalisation de prélèvements d'eaux souterraines.

Deux fois par an, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe au moyen de ces 3 forages. L'eau prélevée doit faire l'objet des principales analyses suivantes :

- ➔ température,
- ➔ pH,
- ➔ conductivité,
- ➔ COT,

teneurs en :

- ➔ cuivre,
- ➔ chrome,
- ➔ mercure,
- ➔ arsenic,
- ➔ zinc,
- ➔ nickel,
- ➔ cadmium,
- ➔ plomb,
- ➔ hydrocarbures totaux.

Les premiers prélèvements doivent être réalisés avant mise en service de l'établissement (point zéro).

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

4 Prévention de la pollution atmosphérique

4.1 - Dispositions générales

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le cas échéant, des moyens de lutte complémentaires contre les nuisances olfactives doivent être mis en œuvre par l'exploitant.

4.2 - Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions.

Les gaz collectés sont épurés en tant que de besoin.

4.3 - Diffusion des rejets à l'atmosphère – cas général (hors groupe électrogène)

Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.).

Les cheminées doivent dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

La vitesse verticale ascendante des gaz doit être d'au moins 5 m/s au débit nominal de l'installation.

4.4 – Dispositions applicables à l'installation d'incinération

4.4.1 Caractéristiques de la cheminée

Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée d'une hauteur de 41 m par rapport au sol.

a) Forme des conduits

La forme du conduit, notamment dans sa partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

L'emplacement de ce conduit doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours du conduit ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être

continue et lente.

b) Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue nominale doit être au moins égale à 12 m/s.

c) Plate-forme de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

4.4.2 Valeurs limites d'émission dans l'air

L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les valeurs limites fixées ci-dessous ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux.

a) Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 30 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière,
- 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

b) Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, NO et NO₂

Paramètres	Concentration moyenne journalière mg/Nm ³	Concentration moyenne sur 1/heure en mg/Nm ³	Flux horaire maxi g/h	Flux journalier maxi kg/j	Flux annuel maxi t/an
Poussières totales	6	30	1 900	9,3	3
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	6	20	1 300	9,3	3
Chlorure d'hydrogène (HCl)	6	60	3 900	9,3	3
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,6	4	260	0,9	0,3
Dioxyde de soufre (SO ₂)	30	200	13 000	45	15
Oxydes d'azote (NO et NO ₂) exprimés en NO ₂	160	400	25 000	250	84

c) Métaux

Paramètres	Concentration en mg/Nm ³	Flux horaire g/h	Flux journalier g/j	Flux annuel kg/an
Cadmium et ses composés + Thallium et ses composés	0,03	2	48	16
Mercure et ses composés	0,03	2	48	16
Total des autres métaux lourds (Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V)	0,3	20	480	160

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb),
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As),
- du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb),
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr),
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co),
- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu),
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn),
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni),
- du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

d) Dioxines et furannes

Paramètre	Concentration en ng/Nm ³	Flux maxi annuel en g/an
Dioxines et furannes	0,06	0,031

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe 3.

La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

4.4.3 Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées ci-dessus pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote,
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies ci-dessus,
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies ci-dessus,

- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.

Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilité de l'installation d'incinération ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies ci-dessus :

- ✓ Monoxyde de carbone : 10 %,
- ✓ Dioxyde de soufre : 20 %,
- ✓ Dioxyde d'azote : 20 %,
- ✓ Poussières totales : 30 %,
- ✓ Carbone organique total : 30 %,
- ✓ Chlorure d'hydrogène : 40 %,
- ✓ Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessus sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

4.5 -Surveillance des rejets atmosphériques de l'installation d'incinération

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté.

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- ✓ poussières totales ;
- ✓ substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;
- ✓ chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;
- ✓ oxydes d'azote.

Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :

- ✓ le monoxyde de carbone ;
- ✓ l'oxygène et la vapeur d'eau.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu.

Il doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble de ces composés et des paramètres suivis en continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

En cas de dépassement des valeurs limites prévues à l'article 4.4.2, ces analyses seront répétées dans le mois qui suivra les résultats des analyses précédentes et après mise en œuvre des remèdes nécessaires.

4.6 - Gaz à effet de serre

Dès lors que les émissions d'un gaz à effet de serre dépassent les valeurs prévues dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant établit annuellement un rapport relatif aux émissions du gaz concerné.

Ce rapport comprend les informations relatives à la manière dont les émissions sont évaluées. Il est transmis au Préfet au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

5 Traitement et élimination des déchets

5.1 - Gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses exploitations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. A cette fin, il doit successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets, notamment en ce qui concerne les résidus de l'incinération,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément.

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées.

Il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par son activité. Le respect des valeurs limites éventuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation est vérifié.

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :

- les mâchefers,
- les métaux ferreux extraits des mâchefers,
- le cas échéant les métaux non ferreux extraits des mâchefers,
- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont :
 - poussières et cendres volantes en mélange ou séparément,
 - cendres sous chaudière,
 - déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site,
 - déchets secs de l'épuration des fumées,
 - catalyseurs usés provenant, par exemple, de l'élimination des oxydes d'azote,

Dans le cas où un entreposage spécifique n'est pas possible pour certains des déchets mentionnés ci-dessus, l'exploitant le signale et indique dans sa comptabilité la nature des déchets concernés.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux déchets issus de l'installation d'incinération, sans préjudice des mesures prévues à l'article 8.1 ci-dessous.

Les conditions d'élimination des mâchefers, résidus d'épuration des fumées, ... tiennent compte notamment de la fraction soluble et des teneurs en métaux lourds dans les lixiviats de ces déchets, mesurées selon les normes en vigueur. La périodicité des contrôles est trimestrielle pour les résidus d'épuration des fumées.

Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

5.2 - Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent en particulier être refroidis.

Les déchets banals (vieux emballages, palettes hors d'usage, etc.) sont déposés provisoirement dans une zone spéciale, bien ventilée, dans l'enceinte de l'établissement.

Les déchets spéciaux (emballages souillés de produits toxiques ou inflammables, rebuts, etc.) et ceux résultant du traitement des mâchefers sont stockés sur une aire étanche dans des conditions propres à prévenir les pollutions et les risques, à l'abri des eaux météoriques.

La quantité de déchets stockés sur le site (hors mâchefers) ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou, significativement, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

5.3 - Elimination des déchets

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).

Les huiles usagées sont collectées par catégories et doivent être remises obligatoirement soit à un ramasseur agréé pour le département, soit directement à un régénérateur ou éliminateur agréé.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.4 - Brûlage

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il peut être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des exercices d'incendie.

5.5 - Déchets produits

Les déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur en exploitation normale, ainsi que le niveau de gestion, sont mentionnés dans le tableau suivant :

Nature du déchet	code nomenclature	Quantité annuelle estimée (t)	niveau de gestion
Refus de compostage	19 05 01	2 500	2 : incinération interne
Mâchefers valorisables	19 01 12	24 000	1 : valorisation externe
Encombrants - gravats	20 03 07	1000	3 : stockage
Mâchefers non valorisables	19 01 12	250	3 : stockage
Ferrailles	19 12 02	2 000	1 : valorisation externe
Métaux non ferreux	19 01 02	150	1 : valorisation externe
Résidus d'épuration des fumées et cendres sous chaudières	19 01 07 *	4 500	3 : stockage
Résidus de curage des séparations d'hydrocarbures	13 05 02 *	2	2 : traitement physico-chimique en incinération
Déchets banals en mélange	20 01 01	400	2 : incinération interne

*: déchets dangereux selon nomenclature

5.6 - Contrôles

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination des déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Dans ce cadre, il doit justifier le caractère ultime, au sens de l'article L. 541-1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

L'exploitant doit tenir à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination (date de l'enlèvement, transporteur, éliminateur, nature de l'élimination).

Il adresse à l'inspection des installations classées tous les trimestres une déclaration conforme aux dispositions de l'annexe 7 du présent arrêté.

6 Prévention du bruit et des vibrations

6.1 - Dispositions générales

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

6.2 - Véhicules - engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au

signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.3 - Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations doivent être isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratiles efficaces.

6.4 - Niveaux acoustiques

L'émergence est la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).

Les zones à émergence réglementées sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté, et leurs parties extérieures éventuellement les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par des installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

6.5 - Mesure périodique de bruit

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement et de l'émergence dans les zones d'émergence les plus proches, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font une fois tous les trois ans. Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation

Les mesures sont effectuées selon la méthode définies en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

7 Prévention des risques et sécurité

7.1 - Implantation – aménagement

7.1.1 Conception des bâtiments

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Le bâtiment de l'UVE présente les caractéristiques suivantes :

- hall de la fosse à déchets (y compris voile au dessus du plancher trémie jusqu'à la toiture) séparé du hall four chaudière et du bâtiment administratif par des parois de degré coupe feu 2 heures et des portes de degré coupe feu 1 heure ;
- vitrage de séparation de la salle de commande avec la fosse à déchets de degré coupe feu 1 heure complété par une rampe de pulvérisation d'eau sur sa face extérieure ;
- locaux administratifs séparés des locaux techniques par des parois de degré coupe feu 2 heures ;
- châssis vitrés du circuit de visite de degré coupe feu 1 heure ;
- escaliers et ascenseurs encloisonnés munis de parois de degré coupe feu 1 heure ;
- parois et plancher du local groupe électrogène de degré coupe-feu 2 heures avec portes de degré coupe feu 1 heure avec l'intérieur, ½ heure avec l'extérieur ;
- parois de locaux techniques à risques particuliers (locaux électriques, transformateur, ateliers, archives, laboratoire, charbon actif) degré coupe feu 1 heure avec portes de degré coupe feu ½ heure avec l'intérieur.

Le bâtiment de l'UVA (bâtiment périphérique) présente les caractéristiques suivantes :

- structure du bâtiment en charpente métallique ou lamellé collé ;
- mur de séparation entre zone de préparation du compost d'une part et zone de maturation des mâchefers et stockage des déchets en balles d'autre part, d'une hauteur de 6 mètres en béton armé.

7.1.2 Désenfumage

Les locaux de l'UVE et les zones de risque incendie décrites à l'article 7.3.3 doivent être équipées en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle doivent être placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La surface totale des ouvertures de désenfumage doit être au moins égale à 2 % de la superficie à protéger. La commande manuelle des systèmes de désenfumage doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb des parois coupe-feu.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

7.1.3 Accessibilité

Les bâtiments doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'UVE est desservie, sur toutes ses faces, par une voie-engin.

Cette voie doit permettre l'accès facile des engins-pompes des sapeurs-pompiers à toutes les installations et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder aux issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Des issues permettent le passage de sauveteurs équipés.

La voie engins présente les caractéristiques suivantes :

- largeur 3 m, bandes réservées au stationnement exclues,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kN (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m),
- rayon intérieur minimum : 11 m,
- sur largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 m de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 m,
- pente inférieure à 15 %.

Pour l'accès aux bâtiments dont le plancher haut est à plus de 8 m de hauteur, un accès par voie échelles à partir de la "voie engins" est prévu.

La voie échelles présente les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale : 10 m
- largeur 4 m, bandes réservées au stationnement exclues,
- pente minimum ramenée à 10 %,
- résistance au poinçonnement : 100 kN.

7.1.4 Issues

A l'intérieur des bâtiments, des allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point des bâtiments ne soit pas distant de plus de 40 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties formant cul-de-sac.

Au moins deux issues vers l'extérieur, dans deux directions opposées sont prévues pour le bâtiment administratif et le circuit de visite ainsi que pour les zones de risque incendie. Dans les deux premiers cas, les circuits d'accès aux issues évitent les zones de risque d'incendie.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie,

7.1.5 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

7.1.6 Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susvisé sont applicables.

Dans les emplacements présentant des risques d'explosion, les matériels électriques doivent être

conformes aux dispositions de l'article 7.3.4.

7.1.7 Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

7.1.8 Protection contre la foudre

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement doit être respecté.

Les pièces justificatives suivantes sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées :

- étude préalable décrivant les dispositifs de protection contre la foudre et, si nécessaire, les modifications et adjonctions à y apporter,
- conformité des dispositifs de protection contre la foudre avec les normes en vigueur,
- vérification, tous les 5 ans et après travaux, de l'état des dispositifs de protection,
- comptage des coups de foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

7.1.9 Rétention des aires et locaux de travail

Les capacités de rétention définies à l'article 3.10 ci-dessus et associées aux installations de mise en œuvre de produits dangereux sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas permettant de détecter la présence d'effluents.

L'exploitant disposera dans l'ensemble des ateliers et dépôts, de produits absorbants en quantité suffisante avec pelle de projection pour recueillir les produits liquides accidentellement répandus.

7.1.10 Bassin de confinement

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est obtenu par rétention dans les deux bassins d'eaux pluviales dont le volume disponible pour ces eaux d'extinction s'établit à 250 et 100 m³.

7.1.11 Aires et locaux de travail

Les salles de contrôle sont aménagées de manière à protéger le personnel, par exemple des projections de liquides ou de gaz sous pression, des risques d'incendie et à lui permettre de prendre des mesures de sauvegarde et d'alerte immédiate, et à faciliter son évacuation.

7.2 - Exploitation

7.2.1 Surveillance d'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

7.2.2 Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

En l'absence de personnel d'exploitation, les installations doivent être rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef ...).

7.2.3 Connaissance des produits – étiquetage

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les appareils doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux.

7.2.4 Propreté

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles, dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

7.2.5 Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

7.2.6 Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.2.7 Règles de circulation

L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...). En particulier toutes dispositions doivent être prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes, et que les voies réservées aux poids lourds soient distinctes de celles des voitures particulières et de celles destinées aux visiteurs.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

7.2.8 Réserves de matières consommables

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

7.2.9 Matériels et engins de manutention

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention sont contrôlés une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

7.3 - Risques

7.3.1 Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Lorsque la nature des activités le justifie, des douches et des douches oculaires doivent être installées et maintenues en état de fonctionner en permanence.

7.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- ✓ 2 poteaux normalisés assurant un débit de 120 m³/h sous 1 bar de pression dynamique, dont l'un sera situé à 100 m au plus de l'entrée du site,
- ✓ 2 réserves artificielles: une de 120 m³ externe au site mais située à proximité de son entrée, et une de 250 m³ à l'intérieur du site,

Les points d'aspiration associés doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près de la réserve afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum :

- de 12 m² (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes),
- de 32 m² (8 m de longueur sur 4 m de largeur pour les autopompes).

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau.

Ces points d'aspiration seront en tous temps signalés par des pancartes très visibles.

- ✓ de robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans les locaux en fonction de leurs dimensions ; ils sont situés à proximité des issues et de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel,
- ✓ d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- ✓ d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- ✓ de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- ✓ de matériels spécifiques :
 - un système d'extinction automatique à eau additivée pour les déchets contenus dans la trémie du four d'incinération,
 - un dispositif d'extinction d'incendie à eau additivée pour les déchets contenus dans la fosse de réception,
 - un dispositif de détection anti-intrusion dans les zones sensibles,
 - un système de vidéo-surveillance des accès,
- ✓ d'un système de détection d'incendie composé :
 - d'un tableau de signalisation,
 - d'un ensemble de déclencheurs manuels (bris de glace), placés près de chaque sortie sur l'extérieur au rez de chaussée et près de chaque escalier dans les niveaux de l'UVE,

- d'un ensemble de détecteurs incendie placés dans les locaux techniques à risques particuliers (UVE : locaux air comprimé, groupes électrogènes, poste HT et local TGBT, atelier et magasin pour matériel électrique, salle de commandes, archives et escaliers),
- d'un centraliseur de mise en sécurité incendie composé d'une unité de signalisation en clair et d'une unité de gestion d'alarme.

Un ensemble de sirène permet de diffuser le signal sonore en tout point de l'établissement.

Les alarmes incendie de l'Unité de valorisation énergétique et de l'unité de valorisation agronomique seront transmises en salle de commande.

Les signaux issus de ces boîtiers seront transmis aux centrales implantées dans les salles de commande. En cas de détection ou d'enclenchement d'un boîtier manuel, ces centrales indiqueront au personnel la localisation du détecteur concerné et déclencheront les sirènes d'alarme.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

7.3.3 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque doit être signalé.

7.3.4 Matériel électrique de sécurité

Dans les parties de l'installation présentant un risque "atmosphère explosive", les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosibles. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

7.3.5 Interdiction des feux

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de travail" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée conjointement avec le personnel devant exécuter les travaux. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

7.3.6 Permis de travail - Permis de feu

Dans les parties de l'installation visées au point 7.3.3, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

7.3.7 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes relatives à la prévention des risques et précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 7.3.3 "incendie" et "atmosphères explosives",
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties de l'installation visées au point 7.3.3,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement ou d'épuration,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues à l'article 3.10,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais apparente, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, etc.).

7.3.8 Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, ainsi que la liste des vérifications à effectuer avant la mise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et pour leur transport.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

7.3.9 Formation du personnel

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière doit être assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (manipulation de gaz, de liquides inflammables, de produits toxiques,...).

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques susceptibles d'être provoquées et les opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.3.10 Plan d'intervention en cas de sinistre

L'exploitant doit veiller à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

Il établit un plan de lutte contre un sinistre comportant notamment les modalités d'alerte, d'évacuation, de lutte contre chaque type de sinistre et d'accueil des services d'intervention extérieurs.

7.3.11 Information du personnel

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

7.3.12 Conception de l'installation d'incinération pour éviter les incidents

Un volet de fermeture permet d'isoler la trémie de chargement du four d'incinération. Un dispositif fixe d'extinction automatique d'incendie à eau additivée permet l'aspersion des déchets contenus dans la trémie.

Le système de conduite de l'installation permet les mesures et contrôles suivants :

- ✎ températures des fumées dans la chambre de combustion,
- ✎ températures des fumées après un temps de séjour de 2 s dans la chambre de post-combustion
- ✎ dépression dans la chambre de combustion, de post-combustion et sortie chaudière,
- ✎ températures des fumées sortie chambre de post-combustion (1^{er} parcours chaudière),
- ✎ températures des fumées aux points caractéristiques de la chaudière, entrée, sortie (vaporisateur, surchauffeur, économiseur),
- ✎ débit pression température air primaire,
- ✎ débit pression température air secondaire,
- ✎ température des fumées à chaque étape du traitement des fumées,
- ✎ concentrations des fumées en CO₂, HCl, SO₂, NO_x et poussières à la cheminée,
- ✎ débit des fumées à la cheminée,
- ✎ température des fumées à la cheminée,
- ✎ niveau d'eau ballon chaudière,
- ✎ pression température de vapeur dans le ballon chaudière,
- ✎ pression température de vapeur en entrée et sortie des surchauffeurs,
- ✎ débit, pression, température de vapeur, en sortie chaudière,
- ✎ débit pression, température de l'eau alimentaire en entrée chaudière, sortie économiseur et vers désurchauffe,
- ✎ débit ou dosage des réactifs de traitement d'eau de chaudière, d'eau alimentaire, d'eau d'appoint chaudière et niveau des stockages,
- ✎ niveau d'eau extracteur à mâchefers,

- ✎ pressions température huile centrale hydraulique,
- ✎ débit et température au niveau du système de refroidissement de la goulotte d'alimentation des déchets,
- ✎ débits ou dosage des réactifs de traitement de fumées,
- ✎ débit de combustible d'appoint,
- ✎ débit, température, pression vapeur, entrée turbine,
- ✎ température, pression, vapeur, sortie turbine et entrée aérocondenseur,
- ✎ débit, pression, température, condensats sortie aérocondenseur,
- ✎ débit (si écoulement mono phasique), pression, température, vapeur à chaque soutirage turbine,
- ✎ pression température dans les barillets vapeur : HP et MP,
- ✎ débit (si écoulement mono phasique) pression température vapeur vers dégazeur,
- ✎ pression température, niveau dans la bache alimentaire dégazante,
- ✎ débit ou niveau, pression, température d'huile centrale de lubrification GTA,
- ✎ débit, pression, température circuit de refroidissement alternateur et centrale de lubrification GTA,
- ✎ température entrée-sortie (primaire et secondaire) de chaque ensemble d'échangeur ou de condenseur sur circuits condensats,
- ✎ débit pression température eau d'alimentation de la désurchauffe du contournement turbine,
- ✎ vitesse turbine,
- ✎ puissance alternateur,

et d'une manière générale, si nécessaire :

- ✎ indication de position des actionneurs en fonction du degré de criticité,
- ✎ vitesse de rotation pour les équipements entraînés par des moteurs avec variateur de vitesse,
- ✎ température des paliers et/ou vibrations, des machines tournantes sensibles.

Les différentes régulations portent sur les paramètres suivants :

- vitesse des alimentateurs en déchets,
- vitesse des grilles,
- niveau ballon chaudière,
- teneur en oxygène des fumées,
- maintien de la température des fumées pendant 2 secondes, supérieure à 850° C,
- température d'air comburant,
- débit d'air comburant,
- dépression chambre de combustion,
- débit d'eau alimentaire chaudière,
- débit vapeur de surchauffeur vapeur,
- pression vapeur,
- température vapeur,
- niveau bache dégazante,
- pression température, bache dégazante,
- injection réactif traitement d'eau chaudière alimentaire et d'appoint,
- détente de surchauffe vapeur alimentation de secours dégazeur,
- débit d'air aérocondenseur,
- température des condensats sortie aérocondenseur,
- niveau bache condensats aérocondenseurs,
- température des fumées aux étapes de traitement de fumées,
- débit ou dosage d'injection de réactifs de traitement de fumées,
- groupe turbo-alternateur :
 - réchauffage et montée en régime,
 - synchronisation et couplage sur réseau,
 - fonctionnement en régulation de pression,
- marche en régime ilotée, régulation de vitesse,

les opérations de couplage-découplage se feront en automatique avec possibilité de pilotage manuel.

7.3.13 Charges électrostatiques

Dans les parties de l'installation présentant un risque "atmosphère explosive" toutes précautions doivent être prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes doivent être notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables,
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques,
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillage, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

7.3.14 Alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

7.3.15 Alimentation en gaz des équipements

Les équipements fonctionnant au gaz sont dotés d'organes de sécurité actionnant notamment la coupure de l'alimentation en gaz en cas d'extinction de flamme.

Dans le cas d'une alimentation en gaz des brûleurs du four d'incinération, celle-ci est associée aux dispositifs de sécurité suivants :

- détection de fuite au niveau des brûleurs,
- vannes d'isolement,
- balayage de la chambre de combustion avant démarrage.

7.3.16 Dispositions particulières pour la chaudière de récupération d'énergie

L'installation doit respecter la réglementation relative aux appareils à pression de vapeur.

En fonctionnement normal, un ensemble d'automatismes et de sécurité gère le couple température/pression et agit sur :

- un ensemble de régulation permettant de limiter la pression sur le circuit eau/vapeur,
- des alarmes permettent au personnel en salle de commande d'agir sur des consignes de fonctionnement des installations ou de procéder à l'arrêt de l'unité,
- des organes de sécurité placés sur le circuit eau/vapeur dont l'ouverture automatique permet de supprimer les risques liés aux montées de pression accidentelles dont le tarage est adapté aux pressions de calcul des réseaux et circuits à protéger.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

7.3.17 Dispositions particulières pour le turbo-alternateur

Les dispositifs de sécurité associés au turbo-alternateur sont les suivants :

- système de protection par survitesse en 2/3, ce qui implique trois mesures de vitesse,
- mise en place de clapets de non retour assistés sur les sous-tirages,
- présence d'une double sécurité vanne d'arrêt-soupape de réglage à l'admission turbine.

Les ancrages de la turbine sont dimensionnés pour éviter l'arrachement des corps du socle turbine et l'enceinte des corps de turbine est dimensionnée de façon à ce que les éventuels projectiles ne puissent traverser la paroi.

Afin d'éviter une montée en pression rapide liée au débit de vapeur des générateurs de vapeur, il sera mis en place un circuit permettant d'évacuer le surplus de vapeur. Le surplus de vapeur ne traversant pas la turbine sera détendu et désurchauffé avant d'être condensé dans l'aérocondenseur.

Les sécurités principales du groupe turbo-alternateur qui provoqueront son déclenchement seront les suivantes :

- température vapeur à l'admission très haute,
- pression vapeur à l'échappement très haute,
- sécurités internes de la turbine (survitesse, manque de pression, huile trop haute, température, ...),
- détection de vibration sur les paliers.

8 Prescriptions particulières

Les prescriptions particulières suivantes s'appliquent en complément de celles prévues aux articles précédents.

8.1 – *Stockage et maturation des mâchefers*

8.1.1 Objet de l'installation

L'unité de traitement et de maturation doit permettre le stockage temporaire et le traitement des mâchefers entre la production de ceux-ci par l'installation d'incinération et la valorisation en techniques routières. La durée du séjour des mâchefers sur l'installation ne doit alors pas excéder douze mois. Dans le cas où ni la simple maturation, ni même les traitements complémentaires éventuellement exercés sur le site de l'installation ne permettent d'atteindre les caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable définies ci-dessous, les mâchefers non valorisables doivent être dirigés vers une installation de stockage permanent de déchets ménagers et assimilés, dûment autorisée.

8.1.2 Aménagement

Les aires de stockage et de manutention sont maintenues propres en permanence.

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement sont aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler : elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Les mâchefers sont acheminés depuis l'UVE, après refroidissement, par une bande transporteuse. L'installation comporte un traitement préalable des mâchefers par dégrillage, criblage, déferrillage et séparation magnétique d'une capacité de 20 tonnes par heure.

L'aire de stockage et de maturation des mâchefers, d'une surface de 3 830 m² est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle est étanche et couverte. Les mâchefers ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.

Les eaux de percolation et de ruissellement sont récupérées dans un dispositif de rétention réservé à cet usage. Elles sont recyclées conformément aux dispositions de l'article 3.

Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement. Celles-ci seront régulièrement nettoyées et entretenues.

8.1.3 Exploitation

Tout apport d'ordures ménagères en vrac, de résidus de l'épuration des fumées, de cendres volantes ou de tout autre déchet est interdit.

La date de dépôt des mâchefers ainsi que leur localisation dans l'installation sont consignées dans un registre tenu par l'exploitant à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les mâchefers sont identifiés par lots. Un plan de gestion des lots de mâchefers est réalisé. La quantité maximale de mâchefer présent à tout moment sur le site est de 15 000 tonnes.

Suivi de la production de mâchefers

Les mâchefers issus du four d'incinération appartiennent en fonction de leurs caractéristiques physiques et chimiques et de leur potentiel polluant, tel que défini à l'annexe 4 au présent arrêté, à l'une ou l'autre des catégories décrites à l'annexe 5 au présent arrêté et rappelée ci-dessous :

- ✓ mâchefers à faible fraction lixiviable (catégorie V),
- ✓ mâchefers intermédiaires (catégorie M),
- ✓ mâchefers à forte fraction lixiviable (catégorie S).

Les mâchefers produits doivent faire l'objet d'analyses périodiques au stade de leur production, comportant en particulier une mesure de leur taux d'imbrûlés et un test de potentiel polluant comme défini à l'annexe 4 du présent arrêté. L'appartenance des mâchefers à l'une ou l'autre des catégories ci-dessus est déterminée en fonction d'une première série initiale d'analyses, par exemple réalisée pendant un semestre de fonctionnement de référence. Cette campagne d'analyse initiale est soumise à l'appréciation de l'inspection des installations classées.

Des contrôles périodiques permettent ensuite de s'assurer durablement des caractéristiques des mâchefers produits ou au contraire de remettre en cause les filières d'élimination choisies. Un contrôle visuel permet de vérifier que des imbrûlés (papiers, tissus, bois, ...) ne sont pas présents en quantité anormale. Ces analyses peuvent être réalisées par un laboratoire associé ou l'exploitant dans le cadre d'une procédure d'auto-surveillance. Toutefois, la campagne d'analyse initiale et le suivi périodique ultérieur de la production de mâchefers doivent faire l'objet d'un nombre significatif d'analyses réalisées par des organismes tiers compétents. Des conventions de contrôle inopiné portant, tant sur les caractéristiques des mâchefers produits que sur leur destination, peuvent par ailleurs être passées avec de tels organismes. Toutes ces dispositions sont soumises à l'appréciation de l'inspection des installations classées.

Si les résultats obtenus ne sont pas conformes aux caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, le lot sera maintenu sur le site ou expédié, après une durée maximum de stockage de douze mois, vers une installation de stockage permanent de déchets ménagers et assimilés, dûment autorisée.

Si une procédure d'assurance qualité est mise en œuvre par l'exploitant et après accord du service chargé de l'inspection des installations classées, un allègement des procédures de contrôle et d'analyse pourra être mis en œuvre.

Le respect de ces conditions de valorisation est de la responsabilité de l'exploitant de l'installation classée à l'origine des mâchefers. Lorsque les mâchefers d'une installation sont valorisés, l'exploitant doit être à tout moment en mesure de démontrer le respect des critères fixés par le présent arrêté

Une convention liant le producteur des mâchefers à ceux qui le traitent, le transportent et le distribuent et l'établissement d'une procédure du suivi de la qualité tout au long de ce circuit commercial peuvent contribuer à garantir les conditions souhaitables de valorisation de ces déchets. Lorsqu'elle existe, une telle procédure de suivi de la qualité est transmise à l'inspection des installations classées.

Ces dispositions peuvent être complétées par un plan de contrôle de la qualité des mâchefers, incluant notamment le suivi des paramètres de fonctionnement du four, identifiés comme pertinents pour apprécier les caractéristiques des mâchefers.

Mâchefers valorisables, dits de catégorie "V"

Les utilisations possibles en techniques routières de mâchefers à faible fraction lixiviable sont les suivantes :

- ✎ structure routière ou de parking (couche de forme, couche de fondation ou couche de base) à l'exception des chaussées réservoirs ou poreuses,
- ✎ remblai compacté d'au plus 3 mètres de hauteur, sans aucun dispositif d'infiltration, et à condition qu'il y ait en surface :
 - une structure routière ou de parking ;
 - un bâtiment couvert ;
 - un recouvrement végétal sur un substrat d'au moins 0,5 mètres ;

La mise en place de ces mâchefers doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques, superficielles et souterraines. L'utilisation de ces mâchefers doit se faire en dehors des zones inondables et des périmètres de protection rapprochés des captages d'alimentation en eau potable ainsi qu'à une distance minimale de 30 m de tout cours d'eau. Il convient de veiller à la mise en œuvre de tels matériaux à une distance suffisante du niveau des plus hautes eaux connues. Enfin, ils ne doivent pas servir pour le remblaiement de tranchées comportant des canalisations métalliques ou pour la réalisation de systèmes drainants.

Afin d'éviter le dispersement de ces matériaux, on privilégiera leur emploi dans des chantiers importants. La procédure de chantier devra permettre de réduire autant que faire se peut l'exposition prolongée de ces matériaux aux intempéries. La mise en œuvre doit se faire avec compactage selon les procédures réglementaires ou normalisées et les bonnes pratiques dans ce domaine.

Un registre consigne les informations relatives à la sortie des mâchefers pour valorisation, avec l'identité et les coordonnées du client et le lieu indiqué de mise en œuvre.

Ce registre et les résultats des analyses réalisées sur les lots de mâchefers valorisés sont tenus à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées pendant une durée de 3 ans.

Mâchefers intermédiaires, dits de catégorie "M"

La production de mâchefers intermédiaires dits de catégorie M, peut être éliminée dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés ou faire l'objet d'un pré-traitement ou d'une simple maturation en vue de leur valorisation.

Dans le cas où ni la simple maturation, ni même les traitements complémentaires éventuellement exercés sur le site de l'installation ne permettent d'atteindre les caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, les mâchefers non valorisables doivent être dirigés vers une installation de stockage permanent de déchets ménagers et assimilés dûment autorisée.

8.2 - Unité de valorisation agronomique

8.2.1 Objet de l'installation

L'UVA est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé avec montée en température, permet l'hygiénisation et la stabilisation par dégradation/réorganisation de la matière organique, et conduit à l'obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante, ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

L'installation comprend :

- une aire de réception/tri/contrôle des produits entrants,
- une aire ou des installations de stockage des matières premières, adaptées à la nature de ces matières,
- une aire de préparation, le cas échéant,
- une ou plusieurs aires (ou installation dédiée) de fermentation ou de compostage. Les andains sont couverts d'une bâche et la fermentation est garantie par une aération forcée,
- une aire de maturation,
- une aire d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant,
- une aire de stockage des composts.

Elle présente une surface totale de 16 000 m² et est totalement couverte.

8.2.2 Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires définies à l'article 8.2.1 est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement ayant transité sur ces zones et les éventuelles eaux de procédé (eaux ayant percolé à travers les andains...).

Les effluents recueillis sont récupérés et recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains.

8.2.3 Procédure d'admission

Sans préjudice des dispositions prévues par d'autres réglementations, et notamment celles prises en application du code rural, les matières admissibles dans l'UVA sont les suivantes :

- matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux, paille ...),
- fraction fermentescible des ordures ménagères, collectée sélectivement.

Avant d'admettre une matière première dans son installation, l'exploitant élabore un cahier des charges définissant la qualité des matières premières admissibles. En vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au fournisseur de la matière première une information préalable sur la nature et l'origine de cette matière, et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

8.2.4 Propreté

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs, et pour éviter la prolifération de mauvaises herbes sur le tas de compost, et ce sans altération

de ceux-ci.

8.2.5 Registre entrée/sortie et documents

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues,
- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante,
- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.

Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Les mouvements de composts font l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés à l'article 8.2.7 et la référence du lot correspondant ;
- l'identité et les coordonnées du client.

Ces données sont archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Un bilan de la production de compost est établi annuellement, avec indication de la production journalière correspondante, et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

8.2.6 Conditions de stockage et suivi du procédé

Le stockage des matières premières et des composts se fait de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 5 mètres, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits est inférieure à un an.

La gestion se fait par lots séparés de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

L'exploitant tient à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage, et en particulier : mesures de température, humidité, dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. Les mesures de température sont réalisées à une fréquence hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ces documents de suivi sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

8.2.7 Utilisation du compost

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture (voir également article 5-8).

Pour pouvoir être utilisé comme matière première pour fabriquer une matière fertilisante ou un support de culture, le compost produit doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans les tableaux 1 a et 1 b de l'annexe 6. Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage.

8.2.8 Prévention des odeurs

L'installation est aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant veille en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses, par exemple :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation,
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bachage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

8.3 - *Stockage de déchets en balle*

Lors d'un arrêt prolongé du four d'incinération, les déchets réceptionnés sont mis en balles, en vue d'un stockage temporaire avant une incinération ultérieure.

Les opérations de mise en balles, transport, stockage et reprise des déchets doivent satisfaire aux dispositions des articles 3 à 7 du présent arrêté.

Notamment, l'absence de dégagement et de fermentation des déchets font l'objet de contrôles réguliers prévus par une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'aire de stockage est couverte et permet l'entreposage de 5 500 t de déchets.

Les périodes d'arrêt de l'incinérateur entraînant la mise en œuvre de ces opérations sont signalées sans délai à l'inspection des installations classées, ainsi que la date de remise en service du four et la date de résorption définitive des déchets stockés en balles.

8.4 – Stockage de gaz inflammables

Le dépôt doit être d'accès facile et ne commander ni escalier ni dégagement. Il est situé à au moins 10 m de tout bâtiment, des postes de distribution et des réservoirs d'hydrocarbures liquides.

Le réservoir fixe doit être solidement amarré.

Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large doit être réservé autour de tout réservoir aérien.

Le réservoir doit être implanté de telle sorte qu'aucun point de sa paroi ne soit à moins de 15 mètres des limites des propriétés du site.

En outre, les distances minimales d'éloignement ci-dessus doivent être respectées pour les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage.

Le réservoir fixe doit, en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipé :

- ✓ d'un double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente),
- ✓ d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage,
- ✓ d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet anti-retour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir,
- ✓ d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glaces ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

Le réservoir doit être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

Lorsque le réservoir est ravitaillé à partir d'une borne de remplissage déportée celle-ci doit comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur.

Cette borne doit être placée de telle manière que les opérations d'emplissage ne puissent gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif et, si elle est en bordure de la voie publique, elle doit être enfermée dans un coffret incombustible et verrouillé.

Le réservoir doit être efficacement protégé contre la corrosion extérieure et sa peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant.

Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries ainsi que la tuyauterie reliant éventuellement la borne de remplissage à distance à un ou plusieurs réservoirs doivent être choisis pour assurer avec un coefficient de sécurité suffisant la résistance aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries doivent être contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves.

Un certificat de ces contrôles et épreuves doit être établi par l'installateur. Ces essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des tuyauteries.

Les autres matériels électriques placés à moins de 10 mètres des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices non déportés de remplissage du réservoir doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78-779 du 17 juillet 1978.

L'utilisateur doit avoir à sa disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.

Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses. Le véhicule ravitailleur doit se placer à au moins 5 mètres de la paroi du réservoir.

La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) du réservoir fixe est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- ✓ contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste,
- ✓ mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

L'exploitant doit apposer à proximité du dépôt ou sur le réservoir une plaquette portant le nom et le numéro de téléphone du distributeur.

Si le sol au voisinage du stockage présente une déclivité telle qu'en cas d'écoulement massif accidentel le gaz liquéfié puisse pénétrer dans un égout, toutes dispositions doivent être prises pour y remédier.

Le réservoir doit reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux M0 (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice ou le pôle inférieurs du réservoir.

Les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus de 1 mètre du sol ou d'un massif en béton doivent être protégées par au moins 5 centimètres de béton ou autres matériaux ignifugés d'efficacité équivalente. L'enrobage doit être appliqué sur toute la hauteur. Il ne doit cependant pas affecter les soudures de liaison entre le réservoir et la charpente qui le supporte.

Afin d'interdire l'approche du stockage de toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, placée à 2 mètres des parois des réservoirs et à 7,5 mètres de l'orifice d'évacuation des soupapes.

Cette clôture doit comporter une porte M0 (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

Elle n'est cependant pas exigée si le stockage est implanté dans un établissement lui-même entièrement clôturé. Dans ce cas, les organes de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité doivent être placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible.

L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement désherbé ; l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

8.5 - Compression de gaz

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des filtres maintenus en bon état de propreté devront empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur;

Les compresseurs seront pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêchera la mise en marche du compresseur ou assurera son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

L'arrêt du compresseur devra pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets seront disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

Des dispositifs efficaces de purge seront placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures seront également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

8.6 - Stockage et distribution de liquides inflammables

Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes.

Ces récipients seront fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les réservoirs métalliques enterrés devront être à double enveloppe, conformes à la norme NF M 88 513 et, sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier.

Les réservoirs devront subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) Premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation ;
- obturation des orifices ;
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) Deuxième essai:

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir ;
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) ;
- obturation des orifices ;
- application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Equipements des réservoirs

Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les canalisations devront être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques ;

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement;

Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir;

Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir;

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle

des installations classées;

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manœuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

Appareils de distribution

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M O ou M I au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution devront être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques ne constituant pas des équipements de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment devra être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure.

Les appareils de distribution devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Les appareils de distribution seront installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation sera équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T47 255. Il sera entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.

Le robinet de distribution sera muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

Toute installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.

9 Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de la part de l'exploitant soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'écologie et du développement durable, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Le délai de recours contentieux des tiers à l'égard de cette autorisation est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

10 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

11 Ampliation

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économique de défense et de la protection civile, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, au directeur régional de l'environnement, au directeur de l'agence de l'eau, au président du SYVALOM ainsi qu'au maire de La Veuve qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société AUREADE rue de la Libération 51360 VAL DE VESLE.

M. le maire de La Veuve procédera à l'affichage en mairie de cet arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le 2 mars 2004

**Pour le Préfet
Le Secrétaire Général**

**Pour Ampliation
L'attaché chef de bureau**

Eric Dhellemme

signé : Bernard Le Menn

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 -DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 - CHAMP D'APPLICATION.....	3
1.2- AUTORISATION D'EXPLOITER	4
1.3 - CONFORMITE AUX PLANS ET AUX DONNEES TECHNIQUES	6
1.4 - IMPLANTATION	6
1.5- HORAIRES DE FONCTIONNEMENT	6
1.6 - MODIFICATIONS	6
1.7 - DOSSIER INSTALLATION CLASSEE.....	6
1.8 - DECLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE.....	6
1.9 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	7
1.10- HYGIENE ET SECURITE.....	7
1.11 - CONTROLES ET ANALYSES	7
1.12 - PERTE DE L'AUTORISATION	7
1.13 - TAXE.....	7
1.14 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS	7
1.15 - CESSATION D'ACTIVITE.....	8
1.16 - COMMISSION LOCALE D'INFORMATION ET DE SURVEILLANCE	8
1.17- PRESCRIPTION DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	8
ARTICLE 2 -CONDITIONS D'EXPLOITATION	8
2.1 – CONDITIONS D'EXPLOITATION GENERALES	8
2.2– CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'UNITE D'INCINERATION.....	12
2.3 – SURVEILLANCE DES REJETS	12
2.4 – SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION.....	13
2.5 – CONSERVATION DES RESULTATS DE SURVEILLANCE OU DE MESURES DES REJETS DANS L'ENVIRONNEMENT ET DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT – INFORMATION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES	14
2.6 – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES DU SITE.....	14
2.7– BILAN DE FONCTIONNEMENT.....	14
2.8 – INFORMATION DU PUBLIC.....	14
ARTICLE 3 -PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU.....	15
3.1 - PRELEVEMENTS D'EAU.....	15
3.2 - CONSOMMATION D'EAU (HORS RESEAU D'INCENDIE).....	15
3.3 - CANALISATIONS	15
3.4 - RESEAU DE COLLECTE	16
3.5 - TRAITEMENT DES EAUX USEES SANITAIRES	16
3.6 – TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	16
3.7 – TRAITEMENT DES EAUX DE PROCEDE	17
3.8 - MESURE PERIODIQUE DE LA POLLUTION REJETEE.....	18
3.9- PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	18
3.10 - RETENTION.....	18
3.11- CONFINEMENT.....	19
3.12 - CONSEQUENCE DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	19
3.13 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES AUX ABORDS DE L'ETABLISSEMENT	19

ARTICLE 4 -PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	20
4.1 - DISPOSITIONS GENERALES	20
4.2 - CAPTAGE ET EPURATION DES REJETS A L'ATMOSPHERE	20
4.3 - DIFFUSION DES REJETS A L'ATMOSPHERE – CAS GENERAL (HORS GROUPE ELECTROGENE).....	20
4.4 – DISPOSITIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION D'INCINERATION.....	21
4.5 -SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES DE L'INSTALLATION D'INCINERATION.....	23
4.6 - GAZ A EFFET DE SERRE.....	24
ARTICLE 5 -0TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS.....	24
5.1 - GESTION DES DECHETS.....	24
5.2 - STOCKAGE DES DECHETS.....	25
5.3 - ELIMINATION DES DECHETS	25
5.4- BRULAGE.....	27
5.5- DECHETS PRODUITS	27
5.6- CONTROLES	27
ARTICLE 6 -PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS.....	28
6.1 - DISPOSITIONS GENERALES	28
6.2 - VEHICULES - ENGIN DE CHANTIER.....	28
6.3 - VIBRATIONS	28
6.4 - NIVEAUX ACOUSTIQUES	28
6.5 - MESURE PERIODIQUE DE BRUIT.....	29
ARTICLE 7 -PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE.....	29
7.1 - IMPLANTATION – AMENAGEMENT.....	29
7.2 - EXPLOITATION	32
7.3 - RISQUES	34
ARTICLE 8 -PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	40
8.1 – STOCKAGE ET MATURATION DES MACHEFERS	40
8.2 - UNITE DE VALORISATION AGRONOMIQUE.....	42
8.3 - STOCKAGE DE DECHETS EN BALLE	45
8.4 – STOCKAGE DE GAZ INFLAMMABLES	45
8.5 - COMPRESSION DE GAZ.....	47
8.6 - STOCKAGE ET DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES	48
ARTICLE 9 -RECOURS	50
ARTICLE 10 -DROITS DES TIERS.....	50
ARTICLE 11 -AMPLIATION	50

|

|